



LES INFOS

vendredi 18 juin
2010



Union Syndicale
Solidaires



Site Internet : <http://sudsnp.e.fr>
Mail : sud.snpe@snpe-syndicat.fr

Nos retraites

Coûts d'états !

Comme nous l'avons déjà écrit, la réforme des retraites que veut imposer le gouvernement s'inscrit dans un contexte où il s'agit de faire payer aux salariés les crises économiques engendrées par les financiers.

Si cette réforme aboutit, d'autres projets de réformes sont en attente pour compléter en France la saignée opérée dans les autres Etats Européens sur lesquels les banquiers sont en train d'exercer leur tutelle sous nos yeux.

« Le 1^{er} ministre et la ministre de l'économie répètent que le gouvernement fera tout pour que la signature de la France ne soit pas dégradée par les agences de notations (directement liées aux banques).

Il serait « dangereux d'ignorer les avertissements des marchés » a encore déclaré le 1^{er} ministre.

C'est aussi une des raisons qui a incité le président à programmer cette année la réforme des retraites, indicateur observé de près par les marchés » (Les Echos).

Ce qui est à venir

Ressorti des cartons du gouvernement, le rapport **Attali**, commenté par l'auteur comme « *Une stratégie de transformation de la société française pour les dix prochaines années* », « *nous sommes dans une économie de guerre* », rien que ça ! « *Il faut réduire l'endettement public* », les solutions sont les « *privatisations massives ou augmentation massives d'impôts* ».

Journée de solidarité (avec les patrons !)

Selon « Sud ouest », le gouvernement serait en train de réfléchir à la création d'une 2^{ème} journée de solidarité.

Ce lundi de pentecôte bis serait utilisé pour financer la dépendance des personnes âgées et le handicap.

Culpabiliser les salariés en utilisant les personnes handicapées ou les personnes âgées pour nous voler une 2^{ème} RTT, ben voyons ! Mais au fait on paye des impôts non ?

Quand à la première journée de solidarité, il faudrait déjà que les sommes aillent vers leurs destinations initiales et que l'argent ne soit pas détourné comme cela a été signalé dans la presse.

Constitution

Le président veut aussi amender la constitution pour y intégrer sa politique de manière permanente, et obliger tous les gouvernements, quels qu'ils soient à pratiquer la rigueur budgétaire.

Le 1^{er} ministre a annoncé une réduction du déficit de 100 milliards € d'ici 2013 pour faire passer les 7,5 % de déficit du PIB à 3 %. Qui va payer ?

100 milliards, c'est ce que rapporterait en une année la taxation des revenus du capital au même niveau que ceux du travail.

Niches Fiscales

Depuis sept ans, les différents gouvernements ont consacré six plans pour les réduire, mais que reste-il après les effets d'annonce ?

Si elles sont réduites de 5 milliards €, presque tous les foyers seront touchés sauf...les plus riches.

Protégés par leur bouclier fiscal qui interdit de prélever plus de 50 % des revenus et dont le coût s'est élevé à 578 millions € en 2009, en augmentation de 120 millions € sur 2008.

Traduction pour l'emploi

Pourtant, en matière d'économies, l'Education Nationale a enregistré une baisse de 65 000 d'effectifs entre 2007 et 2009 et l'armée en supprimera 54 000 d'ici 2015.

Le ministre de l'éducation, non content de ce bilan a affirmé vouloir supprimer un poste sur deux.

En revanche

Les tarifs du gaz pourraient augmenter de 4 à 5 % au 1^{er} juillet 2010 après la hausse de 9,7 % en Avril. Pourtant, le prix du gaz sur le marché de gros a beaucoup baissé. Tant que ça passe ...

Taxe professionnelle

Les entreprises en tireront 6,6 milliards de gains « net d'impôts sur les sociétés » soit 1 milliard de plus qu'annoncé.

Vive la privatisation

La loi Nome, examinée par l'Assemblée Nationale jusqu'au 15 juin, qui oblige à céder une partie de sa production (25 %) à ses concurrents, entrainera d'ici 2015 une hausse des prix de 11,4 % des tarifs puis de 3,5 % par an les années suivantes.

ERDF

Une directive européenne impose l'installation de nouveaux compteurs chez 80 % des consommateurs d'ici 2020. Le coût est estimé entre 8 et 9 milliards €, à la charge des usagers pour un montant qui pourrait aller jusqu'à 240 €.

France télécom

Distribuera cette année 3,6 milliards de dividendes pour un bénéfice qui a atteint moins de 3 milliards. Un emprunt pour payer les dividendes ?